

CA Reims 29 mai 2012 N° 10/03071
ARRÊT N°

du 29 mai 2012

R. G : 10/03071

P.

B.

c/

SA E. H.

Formule exécutoire le :

à :

COUR D'APPEL DE REIMS

CHAMBRE CIVILE-1° SECTION

ARRÊT DU 29 MAI 2012

APPELANTS :

d'un jugement rendu le 02 novembre 2010 par le tribunal de grande instance de
CHARLEVILLE MÉZIÈRES,

Monsieur P.

...

...

Madame B. épouse P.

...

...

(bénéficient d'une aide juridictionnelle totale numéro 10/005964 du 26/01/2011 accordée par
le bureau d'aide juridictionnelle de REIMS) ;

COMPARANT, concluant par la SCP GENET - BRAIBANT, avocats au barreau de REIMS, et
ayant pour conseil la SCP DELGENES VAUCOIS JUSTINE DELGENES, avocats au barreau des
ARDENNES ;

INTIMÉE :

SA E. H.

XXXX

COMPARANT, concluant par la SCP DELVINCOURT - CAULIER RICHARD, avocats au barreau de REIMS, et ayant pour conseil la SCP PRUVOT ANTONY DUPUIS LACOURT, avocats au barreau des ARDENNES.

COMPOSITION DE LA COUR LORS DES DÉBATS :

Madame HUSSENET conseiller, et Monsieur CIRET conseiller, ont entendu les plaidoiries, les parties ne s'y étant pas opposées. Ils en ont rendu compte à la cour lors de son délibéré.

COMPOSITION DE LA COUR LORS DU DÉLIBÉRÉ :

Monsieur HASCHER, président de chambre

Madame HUSSENET, conseiller

Monsieur CIRET, conseiller

GREFFIER :

Madame CARRE, adjoint administratif faisant fonction de greffier lors des débats et Madame THOMAS, greffier lors du prononcé,

DÉBATS :

A l'audience publique du 02 avril 2012, où l'affaire a été mise en délibéré au 29 mai 2012,

ARRÊT :

Contradictoire, prononcé par mise à disposition au greffe le 29 mai 2012 et signé par Monsieur HASCHER, président de chambre, et Madame THOMAS, greffier, auquel la minute a été remise par le magistrat signataire.

M. P. et Mme B. ('les époux P.') ont fait appel le 3 décembre 2010 d'un jugement rendu le 2 novembre 2010 par le tribunal de grande instance de Charleville Mézières qui les a déboutés de leurs demandes à l'encontre de la société E. H.. Dans leurs conclusions du 5 mars 2012, ils demandent d'infirmier le jugement et de condamner la société E. H. à leur payer une somme de 100.000 € chacun au titre de dommages et intérêts en réparation de leur préjudice moral, une somme de 5.000 € au titre de l'article 700 du code de procédure civile et aux dépens.

La société E. H. a conclu le 21 février 2012 à la confirmation du jugement, à la condamnation solidaire des époux P. à lui verser une somme de 1.500 € en application de l'article 700 du code de procédure civile ainsi qu'aux dépens.

SUR CE, LA COUR :

Considérant que l'enfant P. est décédé en 2005 à l'âge de six ans à la suite d'une électrocution survenue avec un lampadaire halogène dans l'appartement loué à la société E. H. par ses parents, les époux P. ;

Considérant que le rapport d'expertise ordonné en référé a conclu le 25 février 2009 :

a) [...] Le branchement de l'appareil sans prise de terre est l'une des 3 causes directes de l'électrocution

b) Le remplacement de l'axe du pivot du lampadaire halogène, entre le mât et le bras par une vis inadaptée a provoqué un défaut électrique entre le conducteur de couleur bleue et la masse métallique de l'appareil, cette réparation de fortune est la seconde cause de l'électrocution.

c) Le sens de branchement de la fiche 2P + T dans la prise 2P est aléatoire [...]. En l'espèce le branchement réalisé au moment de l'accident appliquait la phase sur le conducteur bleu du neutre de l'appareil, portant le potentiel de la masse métallique de l'appareil à 231 volts, par l'intermédiaire de la vis utilisée en réparation de fortune. Ce sens de branchement est la troisième cause de l'électrocution' (p. 11 du rapport) ;

Considérant que les époux P. disent que l'expert ne s'est pas conformé à sa mission qui était de dire si l'application des normes actuellement en vigueur aurait permis d'éviter l'accident, que l'ordonnance de référé du 30 avril 2008 organisant l'expertise demande de préciser si l'installation électrique présente des anomalies et est conforme à la législation en vigueur, de retracer l'évolution des normes en la matière et préciser si l'application des normes actuellement en vigueur aurait pu éviter l'accident, si la rénovation de l'installation électrique était imposée par un texte réglementaire en particulier et dans l'affirmative, depuis quand et à partir de quelle date, en précisant si cette mise aux normes rentre dans le champ d'application de la délivrance conforme d'un logement et des obligations générales de conformité du bailleur ;

Que le rapport d'expertise conclut :

Nous répétons à nouveau que la responsabilité d E. H. ne peut être recherchée dans ce dramatique accident, puisque l'habitation construite en 1968 était bien conforme, au moment de l'accident, aux normes en vigueur au moment de la construction (norme NF C15-100 de 1966), et qu'aucun texte en matière de réglementation concernant les installations électriques n'oblige le bailleur à remettre l'installation en conformité avec l'évolution des normes, du fait que le logement n'avait fait l'objet d'aucune restructuration ou travaux importants, ni l'objet d'une décision administrative exigeant cette remise en conformité aux normes en vigueur à la date de l'accident' (pp. 11-12 du rapport) ;

Que le compte rendu d'examen technique ordonné dans le cadre de l'enquête sur la mort de l'enfant a conclu :

Les normes actuellement en vigueur pour les constructions neuves, font l'obligation d'utiliser les prises de courant 2P + T pour l'emploi en tant que prise d'usage normal . Le circuit correspondant doit être protégé par un dispositif différentiel 30mA. Si l'installation électrique avait été conforme à ces dispositions l'accident n'aurait pas eu lieu' (p. 23 du compte rendu) ;

Que le rapport d'expertise explique dans ses conclusions en répondant très exactement à la mission qui lui avait été confiée :

La législation impose donc que l'installation électrique de l'appartement soit conforme aux normes en vigueur à la date de sa construction [...]

En particulier, il n'était pas exigé de prises 2P + T (2 Pôles plus Terre) dans les locaux sec ou temporairement humides et non conducteur, telle qu'une chambre (p. 10 du rapport) ;

Considérant que les investigations techniques qui ont été menées convergent sur la simultanéité des trois causes qui ont entraîné l'électrocution (p. 11 du rapport, pp 22-23 du compte rendu), qu'aucun élément du dossier ne remet en cause cet enchaînement causal avec une installation aux normes NF C15-100 de 1966, les époux P. mettent en cause la responsabilité de la société E. H. au titre de l'obligation de sécurité et d'entretien des lieux loués, le propriétaire qui n'effectue pas les travaux de mise en sécurité de l'installation des lieux loués étant, d'après eux, responsable en cas d'accident ;

Considérant que d'après l'article 6 de la loi du 6 juillet 1989, le bailleur doit remettre au locataire un immeuble décent ne laissant pas apparaître de risques manifestes pouvant porter atteinte à la sécurité physique ou à la santé et doté des éléments le rendant conforme à l'usage d'habitation, que le décret du 30 janvier 2002 relatif aux caractéristiques du logement auquel il est renvoyé par l'alinéa 2 de l'article 6 de la loi précitée précise que les réseaux et branchements d'électricité et de gaz et les équipements de chauffage et de production d'eau

chaude sont conformes aux normes de sécurité définies par les lois et règlements et sont en bon état d'usage et de fonctionnement' (article 2 paragraphe 4) ;

Considérant que la société E. H. a procédé, par la suite, à une mise en sécurité du logement, satisfaisant ainsi à son obligation de refaire une installation électrique vétuste et n'assurant plus la sécurité des personnes, mais qu'au moment de l'accident, en mai 2005, la société E. H. a engagé sa responsabilité à l'égard de ses locataires, les époux P., dont l'enfant est mort en branchant un lampadaire halogène ;

Considérant que le jugement est infirmé et la société E. H. condamné à réparer le préjudice moral subi par les époux P. en leur versant chacun, une somme de 20.000 € ;

Considérant que la société E. H. supporte les dépens sans pouvoir prétendre à une indemnité sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile au titre duquel elle verse une somme de 5.000 € aux époux P. ;

PAR CES MOTIFS :

Infirme le jugement du 2 novembre 2010,

Statuant à nouveau,

Condamne la société E. H. à verser à M. P. et à Mme B. une somme de 20.000 €, chacun,

Condamne la société E. H. à verser à M. P. et à Mme B. la somme de 5.000 € en application de l'article 700 du code de procédure civile,

Condamne la société E. H. aux dépens avec application des dispositions de l'article 699 du code de procédure civile.

Le greffier Le président

Composition de la juridiction : Monsieur HASCHER, SCP DELGENES VAUCOIS Justine DELGENES, SCP GENET - BRAIBANT, SCP PRUVOT Antony DUPUIS LACOURT, SCP DELVINCOURT - CAULIER Richard

Décision attaquée : TGI Charleville-Mézières, Reims 2010-11-02